



ABONNEZ-VOUS

Vol.58, N°19

13 mai 2026

1,50 \$

N° de convention 40012374

La Voix
du Nord

LE VOYAGEUR



2,3,6,7

**DES RENCONTRES INSPIRANTES
À LA 13^e ÉDITION DU SALON DU
LIVRE DU GRAND SUDBURY**

Photo : Joël Ducharme



9

UCFO NEW LISKEARD : 60 ANS ET ÇA CONTINUE...

Photo : Marc Dumont

DANS NOS ÉCOLES



UN PREMIER TOURNOI
DE KIN-BALL À
NOTRE-DAME-DU-SAUT

10



LES ÉLÈVES DE 8^e ANNÉE
DE L'ÉCOLE SAINT-
LOUIS PLONGENT DANS
L'ENTREPRENEURIAT

11



LES PANTHÈRES DE L'ÉCOLE
ST-PIERRE S'ENGAGENT
POUR LA SANTÉ MENTALE

10

Votre voix du Nord de l'Ontario à Ottawa !

MON BUREAU EST À VOTRE SERVICE !



JIM BÉLANGER

**DÉPUTÉ | SUDBURY-EST—
MANITOULIN—NICKEL BELT**

3049, autoroute 69 Nord
Val Caron, Ontario P3N 1R8

jim.belanger@parl.gc.ca
(705) 897-0488

GRAND SUDBURY



L'auteure Judith Lachapelle. Photo : CSCGS

Lunch littéraire : portrait d'ainé.e.s inspirant.e.s

LISE
DUGAS

Un lunch littéraire a eu lieu le 8 mai dans le cadre du 35^e anniversaire du Centre de santé communautaire du Grand Sudbury (CSCGS) en collaboration avec le Salon du livre du Grand Sudbury, pour y marquer le lancement de ce dernier. Le tout s'est déroulé sur place, au 19, chemin Frood, avec plus de 50 participantes et participants qui ont pris part au dîner et à la présentation.

L'invitée d'honneur était la journaliste et coauteure Mme Judith Lachapelle, de passage dans la région pour revisiter avec une touche humoristique son livre *80, 90, 100 à l'heure! : 14 octogénaires et nonagénaires inspirants*. Mme Lachapelle a 51 ans, avec son conjoint depuis près de 25 ans, en plus d'être mère de deux enfants adultes. C'est sa deuxième fois dans la région. La toute première fois, en vacances, environ cinq ans passés.

Le coauteur de ce livre, Alexandre Sirois, et Mme Lachapelle, travaillent tous deux pour La Presse, mais ils ont fait premièrement connaissance au journal étudiant de L'Université du Québec à Montréal (L'UQAM), le Montréal Campus. Vers l'âge de 50 ans, elle confie : «on riait jaune de nos blagues». Ce qui a suscité le recueil? On voulait savoir «comment faire durer le party le plus longtemps» possible. Et voilà ce qui a démarré le projet de publier un livre en 2021 avec en fin de ligne sept femmes et sept hommes de différents milieux qui se sont livrés pour partager entre autres ce que ça représente de vieillir : Mesdames Jeanette Bertrand, Denise Filiatrault, Antonine Maillet, Marcelline Picard-Kanapé, Béatrice Picard, Françoise Sullivan, et Lucille Wheeler ainsi que Messieurs Michel Chrétien, Claude Gagnon, Jacques Godbout, Henry Mintzberg, Hubert Reeves, Guy Rocher, Denis Vaugeois. Mme Bertrand en avait 96 ans à l'époque quand le livre a été publié. Elle vit toujours, occupée comme jamais. Voici de sages paroles de son entrevue pour le livre : «C'est quand tu te sens utile, que tu te sens heureux, que tu te sens à ta place».

Plusieurs facteurs semblent affecter la qualité de vie en vieillissant, comme l'explique Mme Lachapelle, entre autres,

de saines habitudes, la chance, les gènes, les séances de musculation et même le lien social.

Et les choses que M. Sirois et Mme Lachapelle ont apprises avec l'aboutissement de ce livre?

- On n'a pas l'âge qu'on a.
- Plus on vieillit, mieux on devient.
- Garder sa tête occupée, c'est la clé.
- Tout le monde a des bobos. Comme l'a si bien dit M. Mintzberg : «On peut devenir vieux en 24 heures», en faisant référence aux différentes conditions de maladie que quelqu'un peut subir et transformer une vie en peu de temps.
- «Une place à prendre». Vous pouvez retrouver une plus grande explication dans le livre.

Pour Mme Lachapelle, l'occasion d'être dans la région de Sudbury et de revisiter son livre publié presque cinq ans passés, lui a donné «l'occasion de se replonger et retrouver le bonheur de le revoir et le retransmettre». Elle a également avoué qu'elle n'écartera pas l'idée d'un tome deux. Pour en savoir plus, le livre est disponible aux Éditions La Presse.



Le lunch littéraire. Photo : Lise Dugas

GRAND SUDBURY

Retour sur le lancement de l'ouvrage *Des vies sous la terre, des vies sur la terre*

LISE DUGAS À l'occasion du Salon du livre du Grand Sudbury, le lancement du livre *Des vies sous la terre, des vies sur la terre*, publié par la Société historique du Nouvel-Ontario (SHNO), a eu lieu le samedi 9 mai au Bistro de la Place des Arts du Grand Sudbury. Pour lancer ce numéro 104 des Documents historiques de la SHNO, les trois auteurs, soit Messieurs Rachid Bagaoui et Simon Laflamme, professeurs à l'Université Laurentienne, et M. Donald Dennie, professeur à la retraite, ont participé à une causerie animée par Julie Boissonneault, professeure émérite à l'Université Laurentienne.

Même si les auteurs ont tous mis la main à la pâte pour le livre, chacun a contribué plus spécifiquement à des sections spécifiques. M. Bagaoui est responsable de l'introduction portant sur la sociologie du travail; le premier chapitre est le produit d'extraits du livre de M. Dennie intitulé *Une histoire sociale du Grand Sudbury. Le bois, le roc et le rail*. Le deuxième chapitre relate les histoires de vies de 28 mineurs, dont la majorité sont à la retraite, et le dernier chapitre, rédigé par M. Laflamme, porte sur la textométrie de ces histoires.

Ce livre a quand même été un projet de longue haleine, le tout ayant débuté en novembre 2014 par des entrevues auprès des mineurs qui se sont étalés jusqu'en mai 2015. À l'origine, comme l'explique M. Bagaoui, ça devait être des récits de vie plutôt qu'un livre socio-historique. Après discussion avec M. Dennie,

de façon non planifiée, ce dernier a fait appel à des mineurs potentiels, tous de Sudbury et des environs, qui accepteraient d'être interviewés. Le résultat final : 28 entrevues de personnes qui ont travaillé pour les deux compagnies minières de la région, dont onze francophones et dix-sept anglophones. À part les mineurs, une femme, secrétaire de bureau à la compagnie Falconbridge qui en connaissait beaucoup au sujet des mines en côtoyant les mineurs sur une base journalière, ainsi qu'un prêtre, qui lui aussi avait connu plusieurs mineurs ayant été curé de paroisse à Creighton, ont été interviewés. M. Laflamme s'est occupé de la transcription des entrevues ainsi que de l'analyse textométrique après quoi les trois auteurs se sont occupés de la rédaction du livre.

Une phrase qui a marqué la causerie est la suivante : comment

les mineurs ont façonné la ville et comment la ville a façonné les mineurs. Ces derniers ont contribué à l'expansion démographique et physique de Sudbury compte tenu du fait que plus de 20 000 d'entre eux étaient employés par les compagnies minières INCO et Falconbridge. Aujourd'hui, à la suite de l'automatisation et de la mécanisation des opérations minières, le nombre actuel de mineurs se chiffre par quelque 4 000 travailleurs.

M. Bagaoui a mentionné qu'il était important de faire revivre cette mémoire, de contribuer à la transmission de ce savoir à travers les témoignages. M. Dennie a apprécié le côté humain des entrevues et a mentionné être très surpris à quel point le travail de mineur s'était transmis de génération en génération pour les trois-quarts des mineurs interviewés. M. Laflamme a discuté des similitudes des histoires.

Au cours de la causerie, il a également été question du rôle que M. Éli Martel (ancien membre du Nouveau Parti démocratique ainsi que député à l'Assemblée législative de l'Ontario de 1967 à 1987) a joué pour protéger la santé et la sécurité des mineurs, ainsi que du regroupement des épouses



De gauche à droite : Julie Boissonneault, Simon Laflamme, Rachid Bagaoui et Donald Dennie. Photo : Lise Dugas

des mineurs qui se sont rassemblées pour exposer les maladies industrielles.

La causerie s'est avérée très intéressante sauf pour le fait qu'on pouvait à peine entendre les interlocuteurs puisque le va et vient des gens dans le foyer de la

Place des Arts qui parlaient très fort entre eux a nui à l'agrément de l'entretien.

M. Laflamme a remercié le Bureau des affaires francophones de l'Université Laurentienne pour sa contribution financière à la publication de cet ouvrage.

SUDBURY

SkinClinique

Dr Lyne Giroux Dermatology

ON PINE ST.

À l'occasion de la Semaine nationale des soins infirmiers, merci aux infirmières et infirmiers pour votre dévouement !

La Sudbury Skin Clinique a le privilège d'être la première clinique cosmétique supervisée par une dermatologue dans le Nord de l'Ontario. Notre personnel est rigoureusement entraîné et accrédité pour tous nos services. Nous utilisons certains des lasers les plus modernes et les plus réputés actuellement disponibles dans le domaine de la dermatologie cosmétique.

SERVICES

| Botox

| Remplissage (Filler)

| Coolsculpting

| Photorajeunissement IPL

| Thread Lift

| Laer PicoSure

| Plexr Plus

| Laser ND YAG

| Peeling chimique

| Épilation au laser

| Morpheus8

| Microneedling

| Dermaplaning

| BellaMD Dermal Infusion

| et plus!

Nous offrons des consultations GRATUITES lors desquelles nos techniciennes expérimentées vous renseigneront et vous guideront vers le traitement approprié pour vos besoins et vos objectifs précis!

336 Pine St Suite 400

sudburyskinclinique.ca

705-669-1617

CHRONIQUE

Le Canada va-t-il interdire les réseaux sociaux aux jeunes?

CAMILLE LOPEZ | AS DE L'INFO

En ce moment, un peu partout au Canada, des groupes demandent que les réseaux sociaux soient interdits aux moins de 16 ans. C'est déjà le cas en Australie, depuis le mois de décembre. Quelles sont leurs raisons? Et est-ce une bonne idée? Explorons deux projets... et les arguments qui s'y opposent!

Une pétition

Depuis avril, plus de 17 000 personnes ont signé une pétition qui demande au gouvernement du Canada d'imposer un âge minimum pour accéder aux réseaux sociaux : 16 ans.

Pourquoi? C'est principalement une question de santé mentale. Les réseaux sociaux comme Snapchat

et TikTok ont été liés à des problèmes d'anxiété, de dépression et d'intimidation chez les jeunes.

Tout ça dérange particulièrement Jean-Sébastien Giroux, papa, beau-père et dirigeant d'une entreprise techno. C'est lui et des collègues parents-pro-de-la techno qui ont lancé cette pétition. D'ailleurs, sa fille de 13 ans n'a pas le droit d'être sur les réseaux sociaux. La seule exception, c'est le système de messagerie de Snapchat.

«J'en discute beaucoup avec elle, et c'est difficile! Parce que ça la prive de liens sociaux avec ses amies qui sont sur Instagram le soir. Mais ce que je veux éviter, c'est la quête de popularité et le défilement infini de vidéos. Ça bousille la capacité d'attention des jeunes», m'a-t-il dit.

Ses collègues et lui ont contacté les pays qui limitent l'accès des jeunes à ces plateformes, comme le Brésil, l'Australie et la Grande-Bretagne. En leur parlant, ils ont constaté qu'il existe des technologies capables d'estimer l'âge des utilisateurs en se servant de la caméra d'un téléphone.

«Une fois que l'âge est estimé, ça donne un feu vert ou un feu rouge. Si le système estime que Camille, devant moi, a bien 17 ans, elle pourra s'ouvrir un compte. Sinon, ça bloque.»

Ce qu'il veut, c'est que le gouvernement fédéral oblige les plateformes à utiliser ces technologies.

Un projet de loi au Manitoba

On t'amène maintenant dans un autre coin du pays. Parce que le Manitoba veut devenir la première province du Canada à interdire les réseaux sociaux et les robots de clavardage (qui fonctionnent avec l'intelligence artificielle) aux jeunes de moins de 16 ans.

Le 25 avril, son premier ministre, Wab Kinew, a annoncé qu'il comptait déposer un projet de loi pour «protéger les jeunes, au nom de la santé mentale». Il s'inspire de l'Australie, qui punit les plateformes et non les parents ou les enfants, si la loi n'est pas respectée.



Photo : 123RF – Montage As de l'info

On ne sait pas encore quand le projet deviendra officiel, mais on te tient au courant!

Des oppositions

Toutefois, pour plusieurs experts, interdire les réseaux sociaux aux jeunes n'est pas une bonne idée. C'est le cas de Nellie Brière, spécialiste des médias numériques.

«C'est beaucoup trop gros pour tout réglementer de la même façon. Il y a le pire et le meilleur sur les réseaux sociaux. Et on ne veut pas interdire le meilleur! Il y a plein d'aspects positifs derrière les réseaux sociaux et les écrans. Ça dépend de l'utilisation qu'on en fait», m'a-t-elle expliqué.

Quelques effets positifs dont elle parle : la possibilité de s'exprimer librement, de trouver une communauté qui

nous ressemble, de communiquer avec ses proches et d'apprendre à être un bon citoyen numérique.

Nellie Brière propose plutôt de réglementer certaines fonctionnalités des réseaux sociaux, comme les systèmes de récompense et le défilement infini de contenu.

Et pour le reste? «Il n'y a rien de mieux que de l'éducation, que d'apprendre à se contrôler et à se réguler et à avoir une bonne hygiène de vie par rapport aux écrans. Comme on apprend à se réguler à l'épicerie quand on n'achète pas tout le temps les tablettes de chocolat qui nous sont présentées à la caisse!»

On dirait que le Canada profiterait bien d'une GRANDE conversation entre toutes ces personnes!

Et toi, dois-tu suivre des règles concernant les réseaux sociaux? Lesquelles? Qu'en penses-tu?

LE VOYAGEUR

journal

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimés dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302
Sudbury (Ontario)
P3C 1X8

Téléphone : 705-673-3377

Sans frais : 1-866-926-3997

Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

Mission

Le Voyageur est le reflet de la francophonie nord-ontarienne contemporaine, diversifiée et en constante évolution. Il partage ses luttes et ses espoirs dans les voix qui s'y expriment et par son accessibilité.

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal *Le Voyageur* est fier de perpétuer cette tradition.

HEURES D'OUVERTURE

9 h à 16 h du lundi au vendredi

réseau presse

médias professionnels de l'info locale

LIÈGES AGÈTES Marketing

Fondation Donatien FREMONT

Canada

Ontario

Le Voyageur reconnaît l'appui du Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada pour le projet de consultation de son lectorat.

Directrice administrative

Mylène Lefebvre

Coordinatrice administrative

Chloé Brideau

Marketing

Mylène Lefebvre

Directeur de l'information

Mehdi Mehenni

Journaliste

Mehdi Mehenni

Pigistes

Marc Dumont

Lise Dugas

Guilaine Tchadiou

Donald Dennie

• Venant Nshimyumurwa

• Nicholas Ntaganda

Correspondants.es

Initiative de journalisme local Francopresse

Éditorialistes

Donald Dennie

Mehdi Mehenni

Maquettiste, graphiste

• Andoni Aldasoro Rojas

Caricaturistes

• Bado

• Jacques-André Blouin

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 309, rue Douglas, Sudbury.

Distribution : 2 819 + 16 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans *Le Voyageur* ne sont pas nécessairement celles de la direction.

Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2^e classe, Envoi de Poste-publications – Numéro de convention 40012374

• MEMBRE : Association de la presse francophone

• Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française.

• Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

• Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement de l'Ontario

Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

1 an = 60 \$ - 2 ans = 100 \$ - 3 ans = 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an = 50 \$ - 2 ans = 80 \$ - 3 ans = 105 \$ • À l'étranger : 1 an = 125 \$

• Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année

POUR SAVOIR CE QUI SE PASSE EN FRANÇAIS

DANS LE NORD DE L'ONTARIO

Abonnez-vous | 705-673-3377

Faites paraître votre publicité dans nos pages!

ventes@levoyageur.ca.

LE VOYAGEUR

journal

Lavoix du Nord

levoyageur.ca

CANADA

Recherche en français : des experts guident Ottawa vers une nouvelle façon de penser

INES LOMBARDO Franco presse

Un Fonds d'appui de 40 millions de dollars par an, un Secrétariat de coordination de la recherche en français et développer l'offre de programmes postsecondaires en français, telles sont les solutions que proposent un groupe d'experts au gouvernement fédéral.

Patrimoine canadien a validé la publication du rapport du Groupe consultatif externe sur la création et la diffusion d'information scientifique en français. Ce groupe, composé de dix expertes et experts francophones, identifie trois grands défis qui menacent la place du français dans la recherche au Canada et trois grandes solutions pour les contrer.

Publier en anglais pour obtenir plus de reconnaissance

Le groupe de travail met d'abord l'accent sur le fait que les critères d'excellence scientifique favorisent fortement l'anglais.

La reconnaissance académique repose surtout sur la publication d'articles dans des revues internationales anglophones et sur des indicateurs bibliométriques, comme le nombre de citations dans d'autres recherches.

«[...] La publication dans les revues internationales essentiellement de langue anglaise est devenue un gage d'excellence et le moyen par lequel les chercheuses et chercheurs peuvent obtenir la reconnaissance académique nécessaire à leur progression de carrière et la sécurisation des ressources matérielles et des positions institutionnelles», peut-on lire, dans le document.

À titre d'exemple, le Groupe consultatif répertorie dans le rapport 76 prix attribués en 2024 à des chercheuses et chercheurs au Canada par six organisations : l'Acfas, la Société royale du Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, les Instituts de recherche en santé du Canada et le Conseil des Arts du Canada.

Sur ces 76 prix, 23 ont été remis à des chercheuses et chercheurs d'établissements de langue française ou bilingues (30 %), contre 53 à des chercheuses et chercheurs d'établissement de langue anglaise. «Toutefois, cette représentativité repose massivement sur les prix de l'Acfas; sans eux, la présence francophone dans ce palmarès diminue de façon

drastique», notent les experts.

Cela pousse des chercheuses et chercheurs francophones à publier en anglais pour obtenir du financement, des promotions ou de la visibilité. De plus, les recherches en français, souvent plus ancrées dans les réalités communautaires, sont parfois perçues comme moins prestigieuses ou moins crédibles.

Des appuis financiers asymétriques

Le groupe d'experts insiste sur un autre obstacle : les fonds fédéraux sont largement concentrés dans les 15 grandes universités de recherche anglophones canadiennes (dites «U15»), ce qui désavantage les établissements bilingues, particulièrement les francophones en contexte minoritaire.

Comme le souligne le rapport, cette asymétrie est à la fois géographique et disciplinaire. Elle détourne les fonds vers les «grosses» universités anglophones, loin des petites universités francophones ou bilingues, qui demeurent sous-financées et où se trouvent des domaines de recherche en français importants.

Le Groupe consultatif observe aussi un manque de soutien aux infrastructures de diffusion des savoirs : les revues savantes, les presses universitaires et des plateformes, comme Érudit, sont fragilisées par le modèle actuel du libre accès.

Cette privatisation des infrastructures de diffusion «favorise l'anglicisation», note le rapport, et risque de limiter l'accès aux connaissances en français.

Pas de leadership

Les experts notent un dernier défi : la gouvernance de la recherche est fragmentée entre plusieurs organismes et il n'existe pas de structure fédérale forte pour coordonner des mesures en faveur du français.

Cette absence de leadership entraîne des actions éparses et insuffisantes. La recherche ne bénéficie donc pas de soutien cohérent ni de stratégie durable à l'échelle canadienne, soulignent les experts dans leur rapport.

40 millions par an et une gouvernance claire

À ces défis, le Groupe consultatif propose trois grandes orientations afin d'assurer une réelle égalité linguistique dans l'écosystème scientifique canadien.

Il recommande d'abord de renforcer la gouvernance en créant un Secrétariat de coordination de la recherche en français. Il mettrait en place un mécanisme pancanadien pour développer l'offre de programmes postsecondaires en français, notamment dans les domaines des programmes d'études en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) et en santé,



Photo : Kaleidico – Unsplash

afin d'assurer une relève scientifique francophone au pays.

Le président-directeur général de l'Association des collègues et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), Martin Normand, confirme que ces deux champs d'études sont très importants, mais qu'il y a aussi «de grands besoins en justice, en éducation, en petite-enfance... Il faut aller plus large que cela», dit-il en entrevue.

Le rapport du Groupe «met en lumière de façon éloquentes les défis et les tendances que nos membres évoquent depuis longtemps pour faire bouger l'aiguille en matière d'appui et de valorisation de la recherche en français et de celle sur les communautés francophones en situation minoritaire», indique l'ACUFC dans un communiqué.

Le rapport propose ensuite la création d'un Fonds d'appui et de valorisation de la recherche en français de 40 millions de dollars par an pour soutenir les projets de recherche, les étudiantes et étudiants francophones, les ressources pédagogiques en français ainsi que les infrastructures de diffusion, comme Érudit et les outils de traduction.

Enfin, il recommande que le gouvernement fédéral fasse preuve d'exemplarité en intégrant une «lentille francophone» dans ses politiques scientifiques, en publiant des données sur les biais linguistiques dans le financement et en encourageant la production et la diffusion de la recherche en français.

Des mesures positives en faveur des communautés francophones sont également évoquées tout au long du rapport.

Par courriel à Francopresse, Hermine Landry, porte-parole du ministre de l'Identité et la Culture canadiennes, ministre responsable des Langues officielles, a fait savoir que «le ministre Miller et ses collègues concernés étudient actuellement les recommandations formulées dans le rapport. Nous remercions le groupe consultatif externe pour son excellent travail et pour la qualité de ce rapport».



de la Riva, Dr Ricardo Le 5 mai 2026 (96 ans)

C'est avec grande tristesse que la famille annonce le décès de Ricardo de la Riva le 5 mai à l'âge de 96 ans, fils de Ciriaco et Dominga de la Riva (défunts). Né en 1930 à Medina del Campo en Espagne, il complète ses études en médecine à l'Université de Valladolid en 1954. Arrivé à Ottawa en 1956, il complète son internat et rencontre l'amour de sa vie Adrienne Chagnon qu'il épouse en 1960. Il est le père d'Adriana (Ernesto de Zulueta), Richard (Nathalie Parent), Charles (Susan), Paul (Guylaine Laflamme de la Riva) et Julie (Grégoire Salmon), ainsi que le fier grand-père de dix petits-enfants (Cristina, Andrés (Laura Ortiz), Rose, Charles, Philippe, Robert, Isabel, Olivier, Romain et Benoît) et d'une arrière-petite-fille Eva. Il laisse également dans le deuil sa sœur, Julia de la Riva. Il manquera aussi à ses cousines et cousins en Espagne, ses neveux et nièces, amis et voisins.

Dr de la Riva arrive à Sudbury en 1963 et œuvre à titre de médecin de famille au centre-ville pendant quatre ans avant d'ouvrir son bureau dans le quartier du Moulin à Fleur où il dessert plusieurs familles jusqu'en 2010, soit jusqu'à l'âge de 80 ans. En 1965, Ricardo de la Riva participe à la création de la Ligue de soccer junior régionale de Sudbury. C'est en 1972 qu'il est élu pour la première fois au conseil municipal de Sudbury comme conseiller, un poste qu'il occupe sans interruption pendant 28 ans.

Ricardo de la Riva a toujours œuvré avec passion pour rendre la ville de Sudbury un meilleur endroit où vivre. Dans le cadre de sa carrière, il est reconnu pour ses exploits par plusieurs organismes et se voit décerner plusieurs distinctions dont les suivantes : membre à vie de l'Association de soccer régional de Sudbury, prix provincial de la Fondation ontarienne du patrimoine, Médaille du jubilé d'or de la Reine Élisabeth II, ainsi que le prix de francophile de l'année de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.

Au cours de ses 63 années à Sudbury, Ricardo de la Riva s'est distingué par son dévouement envers les familles, les hôpitaux de la communauté, la qualité de la vie au centre-ville et dans le quartier du Moulin à Fleur, la francophonie, ainsi qu'envers ses proches. La famille tient à remercier chaleureusement le personnel de Bayshore ainsi que les remarquables soignants à domicile pour leur soutien et leur aide sans faille au cours de ces dernières années. La famille recevra parenté et amis à la Coopérative funéraire, 222 boul. Lasalle, Sudbury le vendredi 15 mai, 2026 de 14h à 17h et de 19h à 21h. La messe funéraire sera célébrée le samedi 16 mai, 2026 à 10:30 à la paroisse St-Jean de Brébeuf, Sudbury. Que vos témoignages de condoléances se traduisent en dons par chèque ou en ligne à l'hospice maison McCulloch. www.cooperativefuneralhome.ca



«Maintenant, il est impératif de rassembler toutes les parties prenantes concernées afin de transformer rapidement les recommandations en actions concrètes aux effets mesurables», selon Martin Normand, PDG de l'ACUFC. Photo : Courtoisie

GRAND SUDBURY

Salon du livre, *PETIT GPS* Pour ne pas perdre le nord

LISE
DUGAS

Une courte présentation s'est déroulée le 9 mai lors de la 13^e édition du Salon du livre du Grand Sudbury pour mettre en lumière le livre de l'auteure Mme Fété Ngira-Batwaré Kimpiobi intitulé *PETIT GPS, Pour ne pas perdre le nord*.

Animé par M. Amadou Ba, la session a pris place au Bistro de la Place des Arts du Grand Sudbury. Mme Ngira-Batwaré Kimpiobi est originaire de la République démocratique du Congo.

Son parcours, qui s'échelonne sur plusieurs décennies, englobe «ses espoirs, ses peurs, ses combats personnels». Elle déménage au Canada en 1999. Après un peu plus de cinq ans de vie à Montréal, elle a fait de Welland, dans la région du Niagara, sa demeure. Très engagée dans sa communauté, elle est la directrice générale d'un réseau d'entraide : Solidarité des femmes et familles interconnectées francophones du Niagara (SOFIFRAN) qu'elle a cofondée en 2006.

Elle en a profité en fin de semaine dernière pour présenter son guide destiné à ceux et celles qui immigreront au Canada.

Cet ouvrage, «pensé comme un compagnon de route, offre une vision lucide et bienveillante de la vie au Canada, avec des repères simples, des conseils concrets et des réflexions éclairantes».

Mme Ngira-Batwaré Kimpiobi a confié qu'elle a été influencée par la sagesse de certains membres de sa parenté qui a «fait de moi la femme que je suis aujourd'hui». Elle a également raconté une gentille anecdote où elle avait un jour remarqué une toute petite plaque qui disait comme suit : «Là où tu es semé, il faut fleurir» et elle a toujours tenu cette phrase à cœur.

En fait de projets futurs? Mme Ngira-Batwaré Kimpiobi souhaiterait traduire son livre *PETIT GPS Pour ne pas perdre le nord* afin d'en faire profiter un plus grand nombre d'immigrants, ainsi que d'y ajouter d'autres petits faits anodins.



Katia Café-Fébrissy, Elsie Miclisce. Photo : Lise Dugas

GRAND SUDBURY

Ça rime avec vinaigre, une mère qui défend son enfant

LISE
DUGAS

Parmi toutes les présentations qui ont eu lieu au Salon du livre du Grand Sudbury, à la Place des Arts, une en particulier qui a eu lieu le 8 mai dans le Studio Desjardins, semble s'être démarquée, soit celle intitulée *Ça rime avec vinaigre*.

Parmi toutes les présentations qui ont eu lieu au Salon du livre du Grand Sudbury, à la Place des Arts, une en particulier qui a eu lieu le 8 mai dans le Studio Desjardins, semble s'être démarquée, soit celle intitulée *Ça rime avec vinaigre*.

Son autrice est Mme Katia Café-Fébrissy, établie à Toronto, née en France avec des origines de la Guadeloupe. En plus d'être bilingue dans les deux langues officielles, elle parle couramment l'espagnol et le créole.

C'est la 2^e fois que Mme Café-Fébrissy se retrouve dans

la région. La première fois a été dans le cadre de la 6^{ème} édition du Festival Feuilles Vives organisé par Théâtre Action, en 2022.

La lecture animée de *Ça rime avec vinaigre*, nous a fait découvrir quelques extraits du texte. Un mélange de poésie-slam, d'écriture théâtrale et de commentaire social.

La lecture a été suivie d'une causerie avec Mme Elsie Miclisce, animatrice de l'émission *Au rythme du Nord* à Radio Canada et d'une période d'échange avec l'auditoire. Les thèmes de la discussion ont tourné autour de la notion d'in-

clusion et de vivre ensemble. L'autrice a confié qu'elle a écrit cette pièce afin de «mettre des mots sur les choses» et de «nommer ce à quoi ressemble le racisme systémique».

Selon Mme Café-Fébrissy, «il est important d'enseigner l'estime de soi à l'école», ainsi que «s'impliquer dans l'éducation scolaire de ses enfants», et «faire valoir ses droits et de ne pas juste s'écrouler devant la machine scolaire». Elle s'est fait une promesse, en devenant maman : «le devoir de transmettre par le savoir».

L'auditoire a bien apprécié cette présentation, ainsi que la causerie et surtout d'apprendre que la pièce sera adaptée sous forme de récit dans un livre qui sera publié par la maison d'édition Prise de parole début 2027. Le lancement aura lieu à Sudbury à ce moment-là.



Amadou Ba et Fété Ngira-Batwaré Kimpiobi. Photo : Lise Dugas



FORÊT DE SUDBURY AUDIT FORESTIER INDÉPENDANT 2026

Les audits forestiers indépendants sont réalisés par des cabinets d'audit indépendants sélectionnés par un processus concurrentiel. L'AFA 2026 de la forêt de Sudbury évalue les activités du gestionnaire forestier (The Vermilion Forest Management Company Ltd.) et du ministère des Richesses naturelles pendant la période d'audit du 1er avril 2016 au 31 mars 2026. L'audit de la forêt de Sudbury a été confié à **NorthWinds Environmental Services** (www.northwindsenv.ca), basé à Thunder Bay, en Ontario.



Quand : La visite sur le terrain de l'audit forestier indépendant est prévue la semaine du 6 juillet 2026. L'examen des documents et les entrevues avec les parties prenantes se poursuivront jusqu'à la fin de cette semaine.



Où/Quoi : La surveillance des activités de gestion par Vermilion Forest Management, Ltd. sur la forêt de Sudbury est assurée par le district administratif du MRN de Sudbury, dans la région du Nord-Est. Environ 27 % de l'unité de gestion est constituée de terres privées. Toutefois, une partie importante de la forêt productive se trouve sur des terres de la Couronne entourant la ville de Sudbury et sont utilisées pour la gestion forestière. La zone chevauche les territoires traditionnels de 11 Premières Nations et de communautés métisses. L'équipe d'audit examinera les activités réalisées entre les années 7 à 10 du plan d'aménagement forestier (PAF) 2010-2020, les années 1 à 6 du PAF 2020-2030 ainsi que le processus de planification du PAF actuel. Pour toute question, veuillez communiquer avec l'auditeur principal à l'adresse courriel ci-dessous.



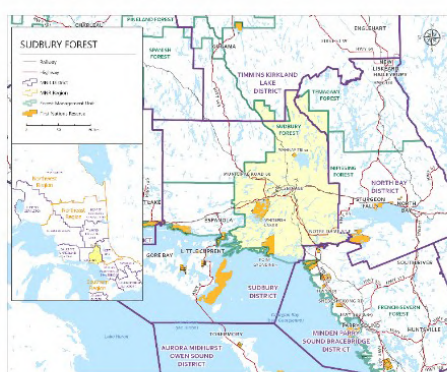
Courriel : rburkhardt@northwindsenv.ca (Rike Burkhardt, ing. f., auditeur principal)



Les renseignements personnels sont recueillis en vertu du Règlement 319/20 (Audits forestiers indépendants) pris en application de la Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne. Ils seront utilisés par NorthWinds Environmental Services, le Comité consultatif des ressources naturelles, le Comité consultatif de la gestion des ressources et le Comité des perspectives forestières du MRN aux fins de compréhension des préoccupations et des enjeux liés à l'aménagement forestier, dans le cadre de l'Audit forestier indépendant. Pour plus d'information sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements personnels, veuillez communiquer avec Ernie Demuth, conseiller principal en programme, MRN, à l'adresse ernie.demuth@ontario.ca.

Sondage en ligne

Pour accéder à un sondage en ligne et donner votre avis, scannez le code QR avec l'appareil photo de votre téléphone ou utilisez le lien suivant : <https://www.surveymonkey.com/r/37252BB>



QU'EST-CE QU'UN AUDIT FORESTIER INDÉPENDANT?

Les audits forestiers indépendants ont lieu tous les 10 à 12 ans et sont exigés par la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*. L'audit de 2026 évalue la gestion de la forêt de Sudbury pour s'assurer qu'elle est conforme aux exigences en matière d'aménagement forestier durable, telles que définies dans la législation et les politiques actuelles. Pour en savoir plus : www.ontario.ca/page/audits-forestiers-independants

GRAND SUDBURY

Parler comme du monde ? La sociolinguiste Boudreau aborde la question l'insécurité linguistique

DONALD DENNIE

Ça vous est déjà arrivé que quelqu'un vous dise que vous avez un accent lorsque vous parlez? Ou que vous ne parlez pas un bon français? Ou, pire encore, que vous devriez parler comme du monde? Et, par conséquent, de ressentir une certaine honte?

Si oui, vous éprouvez un sentiment d'insécurité linguistique. C'est ce qu'Annette Boudreau, une sociolinguiste qui a fait carrière au département d'Études françaises à l'Université de Moncton, a tenté de répondre et d'expliquer dans son livre paru en 2025, intitulé *Parler comme du monde*. Et c'est ce qu'elle a cherché à expliquer au Salon du livre du Grand Sudbury qui a eu lieu la fin de semaine dernière.

Mme Boudreau a offert ses explications dans le cadre d'une conversation virtuelle avec une de ses anciennes étudiantes, Sonya Malaborza, aujourd'hui éditrice à la maison d'édition sudburoise Prise de parole, le samedi 9 mai.

Selon la professeure Boudreau,

«l'insécurité linguistique est une forme de malaise qu'une personne ressent lorsqu'elle prend la parole en public ou s'engage dans une conversation et a l'impression que sa manière de parler n'est pas adéquate ou qu'en parlant elle n'utilise pas les bons mots afin de dire ce qu'elle veut dire. Il s'agit d'un sentiment surtout lorsqu'on est en présence de personnes qui représentent une certaine norme de langage. Lorsque j'ai commencé mes études, ce sont les Français de France qui incarnaient cette norme. C'était donc au détriment des Canadiens-français et des Acadiens».

Ce sentiment est un phénomène de la francophonie mondiale, a-t-elle précisé, du moins jusqu'à tout

récemment. Ce n'est pas seulement au Canada français ou en Acadie que ce sentiment peut exister mais bien dans l'ensemble de la francophonie. «Je pense que les choses ont changé au cours des dernières années», a-t-elle poursuivi, «car aujourd'hui je trouve qu'il y a une certaine reconnaissance et une acceptation du fait de la variété et de la variance du parler français au sein de la francophonie mondiale».

Mme Boudreau et son interlocutrice, Sonya Malaborza, ont toutes deux mentionné que chez les jeunes de la nouvelle génération surtout, ce sentiment d'insécurité linguistique était moins présent que chez les membres des générations précédentes. Bien qu'elles ne l'aient pas précisé, ce fait s'explique sans doute par la présence accrue de médias sociaux et traditionnels, ainsi que par l'arrivée de plus en plus d'immigrants francophones de l'Afrique et d'ailleurs.

La professeure a parlé de ses propres expériences, surtout en France, de se faire dire qu'elle n'avait pas un bon accent ou qu'elle ne parlait pas un bon français. Ainsi, il lui est arrivé de demander à un Français s'il avait du «change». «Vous voulez dire de la monnaie», a-t-il répondu.

Quelles stratégies recommande-t-elle aux personnes qui peuvent vivre cette insécurité linguistique? lui a-t-on demandé. «Premièrement, il faut en être conscient», a-t-elle répondu. «Deuxièmement, il faut reconnaître et accepter qu'il n'y a pas une seule manière de parler le français. Ensuite, il ne faut pas avoir peur de faire des erreurs, car tout le monde en fait. Plus vous parlez à des francophones d'ail-

leurs, plus vous élargirez votre vocabulaire et votre répertoire. Enfin, plus vous parlez à ces francophones d'ailleurs, plus vous aurez une reconnaissance du fait de la variété du parler français.»

Le langage peut exprimer un certain pouvoir en ce sens que lorsqu'une personne est majoritaire, elle ne se pose jamais de questions quant à son bon parler. Ce sentiment est plutôt le vécu de personnes qui sont minoritaires et dépourvus de pouvoir.

La professeure Boudreau a déclaré que son livre *Parler comme du monde* avait suscité de vives réactions de la part de plusieurs lectrices et lecteurs qui sont venus la voir ou lui ont écrit. Cet échange avec son ancienne étudiante, ainsi que son livre, ont permis à l'auteure de retracer les grandes lignes des expériences qui l'ont aidée à éclairer les notions liées à la légitimité de nos voix et aux jugements que l'on porte trop souvent sur la façon de parler des gens.

GRAND SUDBURY

Reesor Siding revisité au Salon du livre

DONALD DENNIE

Reesor Siding, cet événement meurtrier survenu dans la nuit du 10 au 11 février 1963 dans un petit embranchement de chemin de fer entre Kapuskasing et Hearst dans le Nord de l'Ontario, a fait couler beaucoup d'encre au cours des dernières années.

D'abord les journaux de l'époque ont consacré plusieurs pages de leurs publications à l'événement et au procès qui s'en est suivi. Mais pour de nombreuses années à la suite de cet incident, on n'en a presque pas parlé bien qu'il s'agisse d'un moment des plus dramatiques dans l'histoire ouvrière survenue au Canada. Il a fallu quelques documentaires, des chansons et surtout le roman de Doric Germain, auteur de Hearst, intitulé *Défenses légitimes*, publié en 2003, quarante ans après l'incident, pour que le sujet soit abordé plus fréquemment.

Parmi les publications qui ont traité de l'incident, on compte des articles de Danielle Coulombe, historienne et de Pierre Ouellette, historien et ancien recteur de l'Université de Hearst, publiés dans le livre *Les activités forestières dans le Nouvel-Ontario au XX^e siècle*, publié en 2009, deux thèses de baccalauréat à l'Université Laurentienne, l'une de Pierre Ouellette en 1992 et l'autre de Melissa Vernier en 2004. Stompin' Tom Connors a enregistré une chanson en 1969 au sujet de cet incident et Serge Monette en a composé une autre en 2009. Deux films ont été réalisés sur le sujet, soit celui de Stéphane Laberge, un documentaire pour Radio-Canada en 2003 et un autre de Valmont Jobin pour l'Office national du film en 1983. Paul Doucet est l'auteur d'une pièce de théâtre réalisée en 1982 et intitulée *Le silence d'une tragédie* ou la

mesure humaine. Enfin, en 2024, le frère d'un policier impliqué dans ce drame, a profité des notes prises par ce dernier lors de cette soirée fatidique, pour publier un roman.

Le lancement de deux ouvrages portant sur Reesor Siding a eu lieu au Salon du livre du Grand Sudbury qui s'est tenu à la Place des Arts du Grand Sudbury la fin de semaine dernière, soit du 8 au 10 mai. Il s'agit d'une bande dessinée de Jacques Poirier et de Christian Quesnel, intitulé *Du sang sur la neige. La tragédie de Reesor Siding* ainsi qu'une réédition du livre de M. Germain. Ces deux ont été publiés par la maison d'édition sudburoise Prise de parole.

Toutes ces œuvres portent, chacune à leur façon et leur point de vue, sur l'incident survenu en 1963 qui mettait aux prises quelques centaines de grévistes de la Spruce Falls Power and Paper Company de Kapuskasing et 20 cultivateurs de la région armés, pour la plupart, d'armes à feu. Quelques semaines avant l'événement qui a fait trois morts et huit blessés chez les grévistes, les plus de 1 000 travailleurs de la compagnie ont déclenché une grève. Pendant cet arrêt de travail, les agriculteurs, réunis en coopératives, ont continué à vendre du bois à la papetière au grand dam des syndiqués. Peu après minuit, dans la soirée du 10 au 11 février 1963, les deux groupes se sont affrontés à Reesor Siding, les grévistes cherchant à empêcher les cultivateurs, munis de permis de colons émis par le gouvernement ontarien, de transmettre par voie ferrée leur récolte de bois à la Spruce Falls. Pour tenter d'empêcher que les deux camps ne s'affrontent, une douzaine de membres policiers de la Sûreté provinciale de l'Ontario se sont placés entre les deux. Mais ils n'ont pas réussi à empêcher l'affrontement.

Les 20 cultivateurs ont été accusés de meurtre non prémédité et ont

dû subir une enquête préliminaire suivie d'un procès, à la suite duquel ils ont été acquittés, car les avocats de la Couronne n'avaient pas pu démontrer lequel ou lesquels des cultivateurs étaient responsables de la mort et des blessures des grévistes. Pour leur part, 138 grévistes ont été soumis à une amende de 200 \$ chacun pour leur participation à cet événement. Le syndicat a déboursé la somme globale au nom des grévistes.

Au cours du Salon du livre, Doric Germain et Jacques Poirier ont parlé du roman et de la bande dessinée, les deux ayant des liens directs aux responsables de l'événement. En effet, le père de M. Germain, a été impliqué dans l'incident en tant que cultivateur alors que celui de M. Poirier était un gréviste qui n'a pas participé à l'affrontement.

Lors d'une entrevue, M. Germain, l'invité d'honneur au Salon du livre, a déclaré que le roman rend un côté humain à l'histoire. «Ça rend les choses plus humaines», a-t-il dit.

«J'ai aussi voulu laisser un genre de documentaire sur comment les choses se passaient dans les années 50 et 60, comment les gens travaillaient avec le *bucksaw* et la hache. 1963, c'est le début de la mécanisation des opérations forestières avec des scies mécaniques». Le livre de M. Germain a aussi été réédité en 2013.

Quant à M. Poirier, la bande dessinée sert à illustrer les histoires. «Ça aide les gens à mieux comprendre ce qui s'est passé», a-t-il déclaré. En effet, cette bande dessinée illustre la situation des cultivateurs et des employés de la Spruce Falls avant l'événement, ensuite l'affrontement suivi du procès des cultivateurs et de l'amende imposée aux grévistes. Tout comme le roman, la bande dessinée agit comme un documentaire qui rend l'histoire plus humaine.

13 - 16 MAI 2026

FAAS 8 : HASZARD

Foire d'art alternatif de Sudbury

Garé devant de la galerie, la GNO fermera la rue Larch entre Durham et Elgin pour une semaine de création in situ centrée sur le thème de l'hasard!

gn-o.org/faas

Vernissage :
le samedi 16 mai 2026
à 17 h

	4	1		8				
		9					1	3
						5	4	
			4					9
				9				
						7		5
				1				
5			7			2		6
7		2			9			8

2	4	1	3	8	5	9	6	7
6	5	9	2	7	4	8	1	3
8	7	3	9	6	1	5	4	2
1	2	7	4	5	3	6	8	9
3	6	5	8	9	7	4	2	1
4	9	8	1	2	6	7	3	5
9	8	6	5	1	2	3	7	4
5	1	4	7	3	8	2	9	6
7	3	2	6	4	9	1	5	8



-

SOLUTION DE CE MOT CACHÉ: HÉRITAGE

Votre détermination décuple vos chances de succès. Si vous osez un premier pas, les opportunités s'aligneront rapidement. Comme un élan irrésistible, cette dynamique vous propulsera vers vos objectifs personnels et professionnels avec constance et réussite.

TÉMISKAMING

UCFO New Liskeard : 60 ans et ça continue...

MARC DUMONT Lors de l'Assemblée régionale annuelle de l'Union culturelle des Franco-ontariennes (UCFO) de New Liskeard, l'invitée spéciale était la députée fédérale pour Témiskaming-Nipissing, Pauline Rochefort. Cette rencontre a aussi été l'occasion de fêter les soixante ans de l'UCFO de New Liskeard et de reconnaître la plus ancienne membre du cercle.

Membre de l'UCFO depuis 55 ans, Thérèse Gosselin a été témoin des changements au sein du mouvement et de la société. Pour cette ancienne agricultrice qui passait ses journées à la ferme, l'UCFO a été très importante : «J'ai tellement aimé être dans l'UCFO. Je n'étais pas seule. C'était une grande famille pour moi. Le fait d'appartenir à mon cercle me fait du bien». Sa présentatrice, Pauline Boucher, n'a pas manqué de souligner l'amour de Thérèse Gosselin pour l'artisanat : «un modèle de passion».

L'invitée spéciale de l'Assemblée régionale annuelle, la députée Pauline Rochefort, a livré un discours bien senti sur l'importance de l'implication féminine dans la société. Elle a d'abord félicité les membres pour leur implication dans la pétition pour rétablir le ministère de Femme et Égalité des genres Canada. «Vous avez posé un geste et obtenu des résultats», affirme la députée. «C'est essentiel d'avoir un ministère qui regarde par la lentille des femmes.»

Pauline Rochefort a aussi parlé du 20 janvier 2025 avec l'assermentation de Trump. Les femmes aux États-Unis sentent que leurs droits sont fragiles. «Les droits des femmes ne se protègent pas tout seuls. Il faut travailler et protéger ce qu'on a acquis pour nos petites-filles.»

La députée a continué sur le même thème : «C'est pas terminé! La violence conjugale est bien présente. Durant la pandémie, les statistiques étaient impressionnantes. Comme mairesse, j'ai voulu passer une résolution pour condamner

ça. J'ai été déçu : les hommes de mon conseil ne m'ont pas appuyé».

«En soixante ans, il y a eu du progrès. Aujourd'hui, 70% des filles entreprennent des études postsecondaires contre 30% il y a cinquante ans. Mais si l'écart était de 40 cents sur le dollar entre le salaire des femmes et celui des hommes il y a cinquante ans, l'écart est quand même encore de 13 cents. Le travail des mères de famille est non rémunéré et il y a plus de précarité chez les femmes âgées. On peut parler aussi des statistiques sur l'entrepreneuriat féminin, c'est décevant : seulement 18% des entreprises sont détenues majoritairement par des femmes», dit la députée.

«Vous avez encore beaucoup à faire. Continuez à vous porter à la défense des femmes et à les soutenir. Vous faites du beau travail», conclut Pauline Rochefort.

Un des objectifs de l'Assemblée annuelle régionale est de consulter les membres sur des recommandations qui seront débattues à l'Assemblée provinciale de l'UCFO. La rencontre à New Liskeard était aussi l'occasion de fêter les soixante ans du cercle de l'UCFO de New Liskeard et de rencontrer trois autres cercles pour présenter l'artisanat de leur région et en vendre.

Les cercles de la région Témiskaming présents étaient ceux de New Liskeard, Earleton, Chapeleau et Virginiatown. «C'est beau le virtuel, mais avec le contact humain, les dames peuvent donner une appréciation juste du travail qu'elles font et ressentir la fierté de leurs pro-



Cercle de New Liskeard de l'UCFO. Photo : Marc Dumont

jets. Quand elles m'en parlent, moi, je me dis : Si elles se sentent comme ça avec leur travail, je veux l'essayer», commente Nicole Labonté.

L'UCFO est un mouvement exclusivement féminin centré sur la religion et la langue. «C'est gratifiant de faire partie d'un groupe de femmes. On a nos affaires. On n'agit pas de la même manière quand nos maris sont là. Tu partages ton vécu avec des amis et tu sais que l'autre

comprend de quoi tu parles», explique Denise Joyal de l'UCFO de New Liskeard.

«La réalité des femmes dans les petites communautés rurales n'est pas la même que celles des villes. À l'UCFO, on ressent de la solidarité et on connaît mieux nos voisins. Par exemple, les activités comme le tissage de tapis pour les sans-abris font qu'on se sent essentielles, qu'on a notre place, qu'on a quelque chose à donner et qu'on est

appréciées. C'est valorisant de faire quelque chose en groupe; alors ça fait plaisir de continuer. On ne demande pas mieux», ajoute Denise Joyal.

Nicole Labonté abonde, avec enthousiasme, dans le même sens : «Être dans l'UCFO, c'est une façon de vivre qui nous appartient. Moi ça m'allume. On a plus le même regard sur l'artisanat après en avoir fait : la courtepoinette a une signification différente».



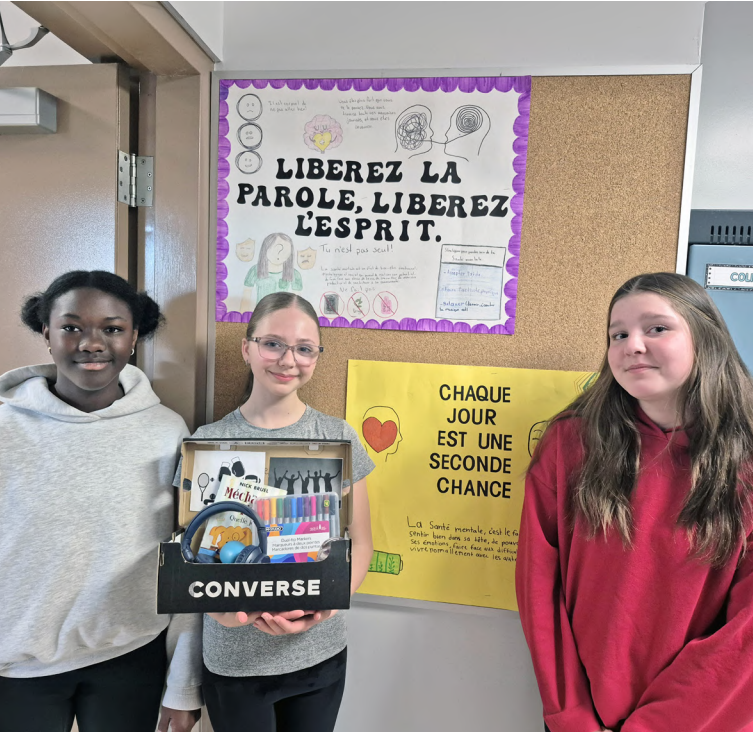
Thérèse Gosselin, membre de l'UCFO depuis 55 ans. Photo : Marc Dumont

CONCOURS DE LA FÊTE DES MÈRES

Félicitations à notre gagnante
Bréanne McTiernan



SUDBURY École St-Pierre



Un groupe d'élèves avec leur affiche de sensibilisation et leur trousse de bien-être. Photo : École St-Pierre

Les Panthères s'engagent pour la santé mentale

À l'école St-Pierre, les élèves de 7e année dans la classe de M. Komi ont conclu leur unité sur la santé mentale avec un projet créatif axé sur la réflexion. En lien avec le programme-cadre de santé de l'Ontario, ils ont exploré des notions essentielles, dont la distinction entre santé mentale et maladie mentale, ainsi que l'influence des émotions, du stress et des relations sur le

bien-être. Pour démontrer leurs apprentissages, les élèves ont conçu des affiches de sensibilisation et des trousse de bien-être, mettant de l'avant des stratégies concrètes pour mieux gérer les défis du quotidien. Ce projet a également mis en lumière l'importance de demander de l'aide et d'offrir du soutien, contribuant à un climat scolaire plus bienveillant et inclusif.

LIVELY École St-Paul

Une école engagée pour la planète



Les élèves plantent un arbre dans la cour d'école. Photo : École St-Paul

L'école St-Paul poursuit avec fierté son engagement envers la protection de l'environnement et le développement durable. Grâce au leadership de l'enseignante Mme Annie Lapointe ainsi qu'à l'appui continu des membres du personnel, l'école détient une certification Or d'ÉcoÉcoles Canada pour l'année scolaire 2024-2025. Cette distinction témoigne des efforts collectifs déployés pour faire de leur milieu scolaire un lieu soucieux de la planète. La communauté scolaire est résolue à recevoir cette reconnaissance à nouveau pour l'année scolaire en cours.

Depuis septembre, de nombreuses activités ont été mises en place afin de sensibiliser les élèves et la communauté scolaire à l'importance de poser des ac-

tions tangibles pour l'environnement. Parmi celles-ci se retrouve la plantation d'arbres, le nettoyage communautaire, la création d'un jardin pour pollinisateurs et l'apprentissage en plein air. L'école St-Paul encourage aussi des habitudes écoresponsables au quotidien par le tri des déchets, les repas sans déchets, le recyclage des déchets électroniques personnels et la journée sans lumières. Ces initiatives collectives renforcent le sentiment d'appartenance et la responsabilité partagée envers l'environnement. Grâce à ce mouvement, les élèves développent leur conscience écologique et s'affirment comme des citoyens engagés. Ensemble, ils sont dévoués à bâtir une école inspirante et ancrée dans la communauté.

SAULT-STE-MARIE École Notre-Dame-du-Sault

Un premier tournoi de Kin-Ball à Notre-Dame-du-Sault

Fin avril, l'école Notre-Dame-du-Sault a accueilli son tout premier tournoi de Kin-Ball, réunissant huit écoles de la région dans une ambiance sportive et festive. Les élèves ont démontré un esprit d'équipe exemplaire en jouant à ce jeu qui gagne en popularité. Le principe est simple : trois équipes s'affrontent simultanément, et celle qui frappe un immense ballon doit nommer une équipe ad-

verse. Cette dernière doit ensuite empêcher le ballon de toucher le sol. Ce jeu stratégique mise sur la coopération, la rapidité et l'esprit d'équipe.

Tout au long de la journée, les jeunes athlètes ont fait preuve d'énergie et d'enthousiasme. Une première édition réussie qui laisse présager une belle tradition sportive pour les années à venir au sein de la communauté scolaire.



Photo : École Notre-Dame-du-Sault

Je pars à l'aventure dans une école catholique près de chez MOI !

Inscrivez votre enfant en tout temps !

NOUVELON.CA



CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE DES
GRANDES
RIVIÈRES



HEARST École catholique Saint-Louis



Photo : École catholique Saint-Louis

Les élèves de 8^e année plongent dans l'entrepreneuriat

À l'École St-Louis, les élèves de 8^e année ont récemment relevé un défi stimulant : devenir de jeunes entrepreneurs. Inspiré du programme «Lance-toi en affaires» de la SADC, leur projet entrepreneurial vise à développer l'esprit d'initiative, la créativité et le sens des responsabilités financières chez les élèves.

Dans le cadre de ce projet, chaque élève a reçu un budget de départ de 20 \$, somme qu'il devra rembourser grâce à ses ventes afin de déterminer son profit réel. De l'idée initiale à la mise en marché, les élèves ont vécu toutes les étapes de l'entrepreneuriat : idée, planification, fabrication, promotion et vente. Une expérience concrète et formatrice qui

leur permet de mieux comprendre le monde des affaires tout en développant des compétences essentielles.

La réalisation de ce projet n'aurait pas été possible sans l'appui précieux de la communauté locale, qui a généreusement contribué en fournissant divers matériaux. Cette collaboration a permis aux élèves de concrétiser leurs idées tout en réduisant les coûts de production, une notion clé abordée dans le projet.

Les créations des jeunes entrepreneurs seront présentées lors de la foire entrepreneuriale, qui se tiendra le 9 juin 2026, de 14 h 30 à 18 h 30, au Pavillon Espace Hearst. Les profits réalisés serviront à financer une activité de fin



d'année scolaire, choisie par les élèves eux-mêmes.

Déjà, l'équipe enseignante et les élèves réfléchissent à un nouveau projet entrepreneurial pour l'an prochain. Les deux classes de 8^e année étant jumelées, l'objectif sera de minimiser encore davantage les coûts de production tout en augmentant les profits, notamment grâce à des initiatives axées sur la réutilisation, le recyclage et même une récolte issue d'un potager hydroponique. Une approche innovante et écoresponsable qui promet d'enrichir encore l'expérience.

Une chose est certaine : à l'École St-Louis, l'entrepreneuriat s'apprend dès le jeune âge... et l'avenir s'annonce rempli de projets inspirants. À suivre!

KAPUSKASING École catholique André-Cary

Jeux d'échecs : Sébastien Gravel décroche son billet pour le tournoi national à Ottawa

Félicitations à Sébastien Gravel! Il a brillamment terminé en 5^e position au tournoi franco-ontarien d'échecs à Sudbury, avec un impressionnant parcours de 4 victoires et 2 défaites. Grâce à cette performance remarquable, il se qualifie pour le tournoi national à Ottawa cet été!



L'inscription au
CSCDGR est
commencée!



Viens construire ton
avenir avec nous!

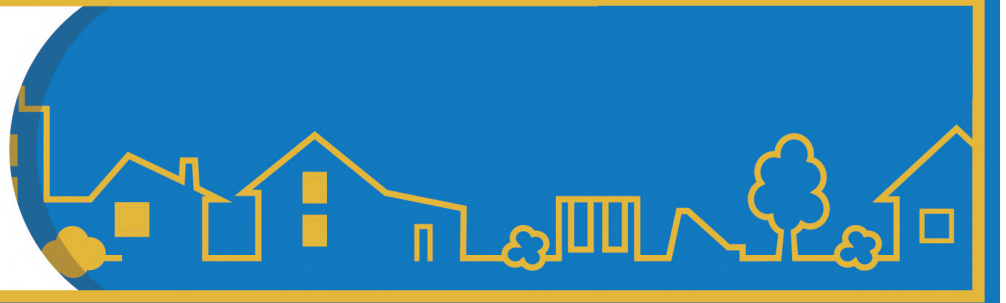




CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE DES
GRANDES
RIVIÈRES

cscdgr.education

vie communautaire **TIMMINS**



Michelle Boileau, annonçant sa candidature pour un second mandat à la tête de Timmins. Photo : Guilaine Tchadieu

TIMMINS

Michelle Boileau sollicite un second mandat : «le travail n'est pas encore fini»

**GUILAINE
TCHADIEU**

C'est devant le grand chantier du Golden Manor que la mairesse de Timmins, Michelle Boileau, a officiellement annoncé son intention de briguer un second mandat à la tête de la ville, le lundi 4 mai 2026. Cette annonce survient quatre jours après l'ouverture officielle des mises en candidature pour les élections municipales de 2026.

S'appuyant sur «l'élan sans précédent» qu'elle observe dans la ville, Michelle Boileau souhaite transformer les planifications et les projets amorcés au cours des quatre dernières années en résultats tangibles pour les résidents,

les familles et les travailleurs de la région. «Le travail n'est pas encore fini et les opportunités qui se présentent sont trop importantes [...]. Ce n'est pas le moment de voir petit. C'est le moment d'un leadership stable, d'une direction

claire et d'une dynamique continue. Ce n'est pas le moment de perdre de vue l'objectif ni de repartir de zéro», a-t-elle souligné avec conviction.

Un lieu hautement symbolique

Interrogée sur le choix de faire son annonce devant le site du Golden Manor, la mairesse l'a justifié par son ampleur en tant que l'un des plus importants projets d'infrastructure mené dans la ville au cours des dernières

décennies. Elle a précisé qu'il s'agit d'une initiative déjà entamée qui verra son achèvement au cours du prochain mandat. «Je voulais montrer l'ampleur des genres de projets que nous allons avoir à entreprendre ensemble en tant que communauté dans les années à venir», a-t-elle expliqué. Pour elle, ce chantier représente le passage concret de la planification à l'action.

Bilan, projet en cours et priorité pour le prochain mandat

Durant son allocution d'ailleurs, elle a mis en avant plusieurs réalisations tangibles pour illustrer le passage de la planification à l'action déjà pendant son mandat en cours parmi lesquelles le Golden Manor, l'avancement du lotissement Melrose Heights et le projet de la tour d'eau de Tisdale. Sur le plan de l'économie et du logement, elle a évoqué l'intégration du développement économique à la structure municipale, le renforcement du recrutement de médecins et sur le plan du partenariat, elle a mentionné une collaboration accrue avec les industries minières, les communautés autochtones et les organisations régionales. Pour le prochain mandat, elle a déjà identifié quelques priorités notamment liées aux défis du logement pour lequel des projets de lotissement sont prévus dès cet été. Elle envisage de pousser jusqu'à la ligne d'arrivée le centre récréatif polyvalent, le projet d'usine de co-digestion anaérobie à la station de traitement des eaux usées et de renforcer le leadership de Timmins dans les secteurs des minéraux critiques, de l'industrie propre et de l'innovation.

Le français comme levier d'attraction

Questionnée sur l'impact de ses actions pour la communauté francophone, Michelle Boileau a souligné avoir travaillé activement à rehausser le profil de Timmins au sein des réseaux francophones provinciaux et nationaux. Elle mise sur une communication accrue en français avec pour objectif de continuer à promouvoir la qualité de vie en français à Timmins pour attirer des travailleurs qualifiés francophones dans la région et assurer la croissance régionale : «L'intention est de pouvoir raconter l'histoire de Timmins [...] afin de rassurer les gens qu'ils peuvent avoir une bonne vie ici en français», a précisé Michelle Boileau dans sa réponse faite en français.

Leçons apprises et cap vers l'avenir

Malgré les critiques essuyées durant son premier mandat, elle affiche une résilience ferme. Elle voit dans les frictions passées, y compris au sein du conseil, des leçons apprises en matière de communication. Elle a admis que le poste de maire ne permet pas de plaire à tout le monde, mais qu'elle privilégie la recherche de consensus pour le bien de la communauté : «On ne peut pas plaire à tout le monde [...] l'important est de bâtir une communauté où tout le monde a une chance égale à une bonne qualité de vie», a-t-elle dit. Pour conclure, elle s'est engagée fermement à séparer ses activités de campagne de ses fonctions officielles de mairesse, précisant qu'aucune ressource municipale n'était utilisée pour cette annonce. Sa campagne se concentrera sur l'écoute et la connexion avec les résidents au cours des prochains mois.

Obtenez 1 000 points Flex Rewards pour chaque 10 000 \$ emprunté*.

Prenez avantage de cette offre à durée limitée dès aujourd'hui!



* Certaines conditions s'appliquent.



Caisse Alliance
caissealliance.com